

Les trois blessures narcissiques des dirigeants arabes

Le printemps arabe...

Dans un article intitulé « Les trois blessures narcissiques de l'homme occidental », j'avais essayé de reprendre, non sans un certain sarcasme, la thèse élaborée par Freud au sujet des trois blessures narcissiques infligées à l'homme occidental par la science moderne. Au moment où j'avais publié l'article, j'avais promis aux lecteurs de rédiger un texte sur les blessures infligées à l'homme oriental. Chose promise, chose due.



Par Mohamed Chahid

Quelques années plus tard, je trouve de quoi honorer ma promesse, sans pour autant user du même ton sarcastique du premier article car ni le sujet ni les circonstances ne me le permettent. Cette fois-ci, le sujet de l'article portera sur les trois blessures narcissiques des dirigeants arabes.

Il va pratiquement sans dire que l'historique chaîne des soulèvements populaires qui éclatent dans un nombre de pays arabes en ce début de 2011 aura de lourdes conséquences sur le plan politique, stratégique et économique de cette région du monde. Ces brusques et surprenants bouleversements auront également de profondes conséquences psychologiques sur les principales cibles de la crise, à savoir les dirigeants arabes qui devront tragiquement faire face aux unes des plus insoutenables blessures narcissiques jamais infligées à leur insurmontable ego jusque-là inébranlable, du moins pas publiquement. Elles sont en nombre de trois : publique, stratégique et égocentrique.

1. Une blessure publique. Les dirigeants arabes déchus n'ont peut-être pas été très surpris par les grognes populaires manifestées haut et fort à leurs égards et dont ils se foutaient pas mal depuis belle

lurette : les injustices sociales accumulées à leurs actifs depuis plusieurs décennies de règne absolue, les libertés brimées à tout point de vue, leur irritante inertie face au dossier de l'Irak et de la Palestine ainsi que leur connivence avec Israël perçue par leurs populations respectives comme étant le signe éclatant d'une trahison systématique... tous ces éléments qui ont presque toujours existé ne semblaient pas les inquiéter tant que cela. Or, le hic semble se situer ailleurs cette fois-ci. Jamais les dirigeants arabes ne se doutaient que leurs populations allaient leur manifester aussi clairement et rapidement une désobéissance quasi unanime; leur faisant ainsi subir une spectaculaire humiliation « publique » rendue davantage incontrôlable sous l'effet des réseaux sociaux qui propageaient à la vitesse de l'éclair les représentations publiques de la révolte. L'exemple le plus manifeste d'une telle humiliation publique nous est livrée par le cas de Kadhafi et son peuple. N'avait-il pas dit à maintes reprises que son peuple ne le lâchera pas, qu'il mourra pour le défendre, que son pays incarne l'inébranlable esprit tribal des clans soudés...? Et pourtant! Quiconque connaît le véritable esprit du Colonel saura comment interpréter de tels propos : l'humiliation publique lui est tellement insupportable qu'il parlait de lui-même en utilisant la troisième personne du singulier (ce qui signifie en communication interpersonnelle l'ultime stade de l'ego qui établit une distance nette et insurmontable entre le sujet et son destinataire) en disant devant une foule rassemblée pour l'occasion : Si le peuple n'aime pas Mâammar, Mâammar mérite de mourir. Si le peuple ne veut pas de son Chef, son Chef mérite de partir... C'est dire que le choc d'une telle blessure narcissique publique est de taille. Mais il n'est pas le seul à le vivre. Ben Ali, Mubarak, Saleh, Boutaflika et les autres devraient vivre le même choc narcissique publique quand ils voient leurs peuples respectifs crier fortement : On ne vous aime pas, dégagez!

2. Une blessure stratégique. Malgré tout ce qui précède, les dirigeants arabes déchus auraient pu tenir le coup s'ils ne subissaient pas le coup fatal d'une deuxième humiliation pour le moins surprenante : celle qui provient de leurs pres

alliés stratégiques, les chefs d'états occidentaux. Si un Ben Ali a été maintenu allègrement en poste au pays des Hammamats, si un Mubarak a régné en pharaon au pays des pyramides, si un Kadhafi s'est attribué le titre de Roi des rois d'Afrique, c'est en quelque sorte grâce au soutien stratégique (qui ne veut pas dire non hypocrite) des puissances occidentales, notamment l'alliance de l'Oncle Sam et de la Tante Élisabeth. La surprise cette fois-ci a ceci d'humiliant qu'elle montre aux chefs d'états arabes que leurs alliés stratégiques sur qui ils ont souvent pu compter ont vite changé de cap en leur retirant leur appui aussi bien précieux que confortable. Comme par enchantement, l'appui de l'Occident a cessé d'être inconditionnel et éternel. Bien au contraire. Les Obama de ce monde ont préféré se retirer d'affaire laissant aux naufragés le déplaisir de couler seuls au nom d'un soupçonnable respect du droit des peuples à la révolte. L'humiliation de Ben Ali provient de ses alliés les plus dévoués, les Français. Celle de Mubarak provient des États-Unis. Et celle de Kadhafi, des deux.

A l'humiliation publique, s'ajoute la blessure stratégique : deux coups qui achèveront les blessés à jamais...ou presque.

3. Une blessure égocentrique. Que restera-t-il de nos sujets à l'étude après avoir subi de telles humiliations à la fois surprenantes et affligeantes? Il ne restera pas grand chose à récupérer tellement la plaie est profonde. Une dernière blessure égocentrique est sans aucun doute la plus assommante et la moins guérissable à très long terme. En tout cas pour les chefs d'états arabes qui ont subi de tels sorts à la fin d'une longue vie publique et d'une tumultueuse carrière politique, il ne restera pas grand chose à espérer.

Des exemples, il y en a. Après sa chute Ben Ali fuit la Tunisie vers l'Arabie Saoudite alors qu'il paraît en forme. Quelques jours plus tard on apprend qu'il serait atteint d'une maladie grave. La presse française annonce même son décès. Malgré le mystère qui entoure son état de

À suivre, page 15

Les trois blessures narcissiques des dirigeants arabes

Le printemps arabe...

santé, une chose est sûre : la blessure égocentrique est quasi inguérissable; elle serait à l'origine de tout malaise si grave soit-il. Idem pour le cas de Mobarak : à peine quelques heures se sont écoulées après sa chute, la presse annonce qu'il souffre lui aussi d'un profond malaise et que l'on craint pour sa vie. Encore une fois, la blessure égocentrique n'aurait pas épargné cet ancien militaire qui n'aurait pas vu l'humiliation d'un œil très positif. Quid du cas de Kadhafi, qui incarne la

suprématie légendaire du Moi dans sa version la plus spectaculaire et, c'est le cas de le dire, la plus indomptable? À quelles conséquences devrait-on s'attendre lorsque l'on sape au plus profond de son psyché celui dont l'excentricité n'a d'équivalent chez les humains que la folle envie de Néron qui s'amusait à chanter et à jouer de la lyre au sommet du Quirinal, pendant que Rome, sa propre ville, brûlait devant ses yeux? Kadhafi ne serait-il pas prêt à brûler Tripoli pour la simple raison

que son amour-propre soit aussi bafoué publiquement et stratégiquement ? C'est possible surtout lorsque la blessure égocentrique est inguérissable et que la vengeance est le dernier recours. Car, comme le disait le célèbre philosophe britannique Francis Bacon dans ses Essais : *Celui qui s'applique à la vengeance garde fraîches ses blessures....* Que Dieu nous en préserve!

BUREAU ASSOCIATIF POUR LA DIVERSITÉ ET LA RÉINSERTION (BADR) - OFFRE D'EMPLOI -

Le Bureau Associatif pour la Diversité et la Réinsertion (BADR) est un organisme communautaire créé en avril 2005 pour répondre aux besoins croissants de services socioéconomiques, culturels, éducatifs et de loisir à tous les résidents de St-Léonard. Les actions du BADR s'articulent autour de deux axes principaux qui sont : la promotion de la diversité culturelle et la réinsertion socioéconomique.

Coordonnées

8614, boulevard Langelier
St-Léonard (Québec), H1P 2Y7
Téléphone /Télécopieur: (514)324-5341
Email : vpresident@badr.ca
Site Web: www.badr.ca

Description du poste offert

Sous l'autorité du Conseil d'administration et en fonction des mandats émis par ce dernier, le directeur général ou la directrice générale est responsable de la plani-

fication, de la supervision, du contrôle, de l'évaluation des programmes et activités du centre d'action bénévole et de la gestion des ressources humaines et financières. Il ou elle veille à l'exécution des décisions du Conseil d'administration et doit en rendre compte au Conseil d'administration.

Responsabilités détaillées

- ◆ Orientation et planification de l'organisme.
- ◆ Gestion de la structure interne et des politiques générales de l'organisme.
- ◆ Gestion administrative et financière.
- ◆ Gestion des ressources physiques et des ressources humaines.
- ◆ Connaissances et aptitudes requises

Formation académique

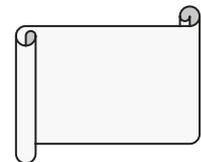
Baccalauréat, spécialité pertinente ou équivalent.

Expérience demandée:

- ◆ Expérience de gestion en milieu communautaire et/ou bénévole requise.
- ◆ Connaissances particulières requises:
- ◆ Solide connaissance du travail communautaire.
- ◆ Solide connaissance des langues officielles (Français et Anglais) et de la langue Arabe.
- ◆ Sens de l'organisation, de la planification et de l'opérationnalisation.
- ◆ Grande capacité d'adaptation avec autonomie de gestion et leadership.
- ◆ Bon communicateur (écrit et parlé), rassembleur et négociateur.

Emploi à temps plein, 40 Heures par semaine.

Salaire: À négocier.



Jawad Najem nous propose une analyse de Gérard Delaloye (1) concernant le Printemps arabe Une analyse qui conclut que «l'explosion de la jeunesse arabe annonce des temps nouveaux. Mais que la démocratie sera malheureusement difficile à conquérir.»

Éclairage:

Chaque fois que le monde a pris un coup de vieux, ce fut pour faire place à une nouvelle manière d'être que les historiens à quelques exceptions près considèrent comme un progrès. Le printemps arabe déclenché en plein hiver par le geste désespéré d'un jeune Tunisien ne fait pas exception à la règle. Nous sommes bien en train de vivre un tournant historique et non, comme l'ont laissé entendre certains commentateurs, une resucée du glorieux mais désastreux printemps des peuples européens du milieu du XIXe siècle.

Car question nationalisme, les Arabes ont déjà donné. La preuve? Le découpage abracadabrant de leurs États et le tracé machiavélique de leurs frontières directement issus (en Jordanie, en Libye, en Irak, etc.) du cerveau pervers de quelque ancien colonisateur. Ce nationalisme arabe s'est épanoui (souvent mâtiné de marxisme) dans les années d'après-guerre. Au fil des années et des échecs politiques face à Israël, il a ouvert un boulevard à la paralysie, puis à la sclérose d'institutions jamais vraiment parvenues à maturité.

Les flots de capitaux dégagés par la rente pétrolière, accaparés par des colons ou des roitelets autocrates, leur ont permis de mâter leurs peuples plutôt que leur ennemi en instaurant des États policiers apparemment inébranlables. Ainsi, malgré leurs belliqueux discours, les Saoudiens, qui occupent militairement Bahreïn depuis quelques semaines, n'ont jamais envoyé un homme contre Israël.

Ils n'avaient, fort heureusement, pas prévu l'incroyable révolution médiatique que nous vivons depuis une vingtaine d'années. Une révolution qui, d'internet à Al Jazeera en passant par Facebook et Twitter, a rendu caduques les frontières face au déluge d'informations qui les submerge en permanence. Petit à petit, des jeunes sous-scolarisées ont appris à penser par elles-mêmes. Comparant leur situation à celle des autres continents, elles en sont arrivées à mettre un orteil puis tout le pied dans l'uni-

vers culturel de la mondialité. Bienvenue au club!

Pour le moment, c'est là, dans cette accession à la mondialité, que se situe la grande avancée du printemps arabe. Ce n'est pas rien. L'ampleur du mouvement de contestation, du Maroc au Yémen, prouve malgré son hétérogénéité que l'espace arabe est un ensemble compact tant par la langue et la religion que par la continuité géographique. On avait eu tendance à l'oublier depuis quelques décennies en jouant sur d'artificielles spécificités étatiques — comme par exemple l'arriération saoudienne opposée à la modernité tunisienne — qui étaient de toute manière gommées par le poids de régimes dictatoriaux communs à tous, qu'ils soient républicains ou monarchistes.

Est-ce à dire que cette contestation va obligatoirement déboucher sur une réelle et rapide démocratisation de ces pays? Il est encore tôt pour esquisser une réponse, mais la prudence est de mise. Ces peuples sont tous caractérisés par l'extrême jeunesse de leurs populations. Or ce n'est pas leur faire un procès d'intention que de constater que ces jeunes sont ignorants, peu formés, immatures.

Entre hurler «Ben Ali dégage!» et exprimer des revendications claires sur la forme de société que l'on désire, il y a une marge que l'on ne peut franchir en quelques semaines. Le concept même de démocratie n'est pas facile à définir quand il se heurte à une tradition religieuse rétrograde, obscurantiste et multiséculaire. (Parenthèse: souvenons-nous qu'en Suisse, après la victoire radicale de 1848, il a fallu plus d'un demi-siècle pour intégrer les cantons catholiques dans le jeu démocratique).

Même sans une forte pression religieuse, la démocratisation de sociétés anciennement soumises à des dictatures ne va pas de soi. Après la chute du communisme, l'Europe de l'Est semblait enfin appelée à un avenir radieusement démocratique, libéral et capitaliste. Vingt ans ont passé, quelques margoulins sont parvenus à se construire des fortu-

nes colossales, mais le petit peuple est à la peine, trop souvent contraint de regretter le passé. (En Roumanie, selon un sondage publié il y a quelques semaines, 61% de la population regrette l'ère Ceaușescu!).

On le sait, les comparaisons historiques sont très aléatoires dès que l'on aborde un tournant important. Aujourd'hui, si le printemps arabe peut donner de l'espoir à des millions de manifestants, c'est parce que les moyens de communications ont changé: ils se sont changés eux-mêmes en se développant et en se modernisant à toute allure avec l'avènement d'internet. Ils ont changé leurs utilisateurs en mondialisant le discours culturel et le discours politique. L'émergence d'un Obama à la tête de l'État américain n'y est certainement pas pour rien.

Le combat antiautoritaire ne peut faire de mal à personne, si ce n'est aux dictateurs et à leurs sbires. En cela, les jeunes Arabes ne sont pas seuls. On a vu frémir l'Iran des ayatollahs. On a entendu le bruit feutré des promeneurs du dimanche dans les grandes villes chinoises. Tout cela est de bon augure.

Source : <http://largeur.com/?p=3379>

Note:

(1) Gérard Delaloye est né le 03.04.1941 à Lourtier. Il effectue sa maturité à Saint-Maurice, puis une licence en lettres à l'Université de Lausanne, avant d'enseigner à Genève.

Gérard Delaloye collabore à diverses publications militantes, puis, en 1978, au Journal du Valais. Dès 1980, collaborateur régulier de L'Hebdo. Quitte l'enseignement en 1991 pour participer à la fondation du Nouveau Quotidien où il traitera de politique étrangère, d'histoire et de littérature. En 1998, il participe au lancement du quotidien Le Temps qui lui confie le traitement des questions historiques. Il collabore par la suite à divers médias tels que dimanche.ch, Largeur.com et le Matin Dimanche. Gérard Delaloye a également publié des ouvrages historiques et a dirigé le Musée cantonal d'Histoire Militaire de St-Maurice. (Wikivalais)

Point de vue de M. Jawad sur sa sélection

Le printemps Arabe est-il un vrai printemps ou tout simplement une verdure, suite à un orage, donc éphémère ... Qui sera flétri par la tradition politique locale où le vent de l'autoritarisme finit par tout assécher sur son passage, comme tout vent du désert qui se respecte ? Ceci sans oublier les occidentaux qui n'accepteront jamais que leurs intérêts soient menacés, comme le croient les auteurs des articles qu'on lira plus loin ? Qu'en pense M. Jawad ?



Par Jawad Najem

Selon moi et je partage d'ailleurs cette analyse de Mr. Gérard Delayole, le monde arabe selon sa constitution tribale n'a jamais vraiment connu de démocratie, sauf que après ce qui se passe en Tunisie et en Egypte, quelle que soit son issue, il y a un changement.

Une page est tournée même s'il est très

difficile de prévoir ce que sera le monde arabe dans dix, 30 jours ou un an (démocratie ou autoritarisme, pluralisme ou radicalisme), il y a un changement qui est en train de s'opérer et que les Américains ainsi que les Européens doivent prendre en compte.

Et nul ne sait où il s'arrêtera.

La vague partie de Tunis finira peut-être à Téhéran on le sait jamais, ce qu'on peut dire aussi c'est que l'Islam n'égale plus seulement terrorisme mais aussi démocratie tout d'abord, c'est la fin de dix ans d'un paradigme, issue des attentats de 2001, entre le monde arabe, l'Islam et le terrorisme.

L'exemple tunisien montre qu'on peut assez facilement basculer d'un régime autoritaire à un régime en route vers la démocratie, sans tomber dans l'islamisme extrême. On voit qu'en Égypte, il y a un potentiel de forces d'opposition, démocrates, qui permet d'éviter d'être confronté La règle du « Moi ou le Chaos » tel que l'a répété Moubarak mais bien d'autres avant lui.

Il y a sans doute un modèle démocratique à construire entre la démocratie d'inspiration athénienne et chrétienne et

la démocratie arabe et islamique. Mais le champ reste désormais ouvert. Ceci dit qu'est ce qui en est de la paix au Moyen Orient ?

Je pense que la question de la paix entre Israël et la Palestine n'est pas toute la question du Moyen-Orient, qu'elle n'est ni la cause ni la conséquence de la « révolution » qui est en train de se dérouler.

En revanche, elle oblige plus que jamais – quelle que soit l'évolution dans les alentours – le gouvernement israélien à rechercher un appui chez les Palestiniens. Et vice-versa. Si des gouvernements démocratiques arrivent au pouvoir dans le monde arabe, Israël n'aura plus le monopole de la démocratie dans la région. Le gouvernement va devoir donc abandonner son radicalisme, qui sera désuet demain. Une transition pacifique en quelque sorte.

En attendant, gardant l'œil sur ce qui se passe encore dans cette partie du monde, qu'on rêve tous un jour de la voir vivre dans la paix et la stabilité et loin des regards des colonisateurs, qui la veulent que pour sa richesse et son contrôle.

Consultez nos archives depuis juillet 2003 à ce jour sur
notre site WEB:

www.maghreb-canada.ca

Pour toute autre information, appelez-nous au 514-576-9067
ou envoyez-nous un courriel à : info@maghreb-canada.ca

Harper le « brave ». Khaddafi le méchant !

Le printemps arabe...

En Avril 1986, j'étais dans un Boeing d'Air France au dessus de Benghazi en direction de Paris, lorsque des bombardiers américains détruisaient nuitamment des résidences du président Kadhafi. Ils ont manqué leur cible, tué sa fille adoptive, quelques dizaines de civils et deux marines américains y auront perdu la vie. Pourquoi ?



Par François Munyabagisha

Les chasseurs libyens nous ont alors barré le ciel, nous obligeant de rebrousse chemin vers le continent de l'obscurité. Nous l'avons échappé belle, en grande partie parce que la France et l'Italie avaient refusé toute collaboration à cette frappe planifiée un an plus tôt.

Un quart de siècle plus tard, la folie reprend le dessus, des bombardiers nous livrent un nouveau concert dans le ciel libyen. Cette fois encore, je m'estime chanceux, ayant passé du côté de ceux dont la vie est sacrée, protégée. J'ai la chance de regarder la télé, de naviguer dans l'imaginaire et questionner le bon sens des journalistes et commentateurs enthousiasmés par ce qui se passe là-bas. Le même enthousiasme spectaculaire qui a caractérisé les destructions des vies et de l'espoir en Irak par la coalition Bush et Blair il y a quelques années. J'eus cru que nous avions fait la bonne école, que nous avions appris à apprécier valablement le sens de la liberté au sens des Bush et celui de la paix au sens de D. Villepin. Que nous aura laissé cette école s'il faut exporter la démocratie sur les têtes de missiles?

Je sais certains me trouveront fou. Ils se demanderont quelle mouche m'a piqué

pour ne pas chanter en chœur l'hymne des Nations Unies. Kadhafi est un dictateur, direz-vous, et le Conseil de Sécurité l'a livré aux vautours. Il ne s'agit évidemment pas d'enjeux d'un quelconque attachement à des valeurs de démocratie, de bonne ou mauvaise gouvernance nationale, encore moins de recherche de la paix ou d'intérêts du peuple libyen. Ce peuple qui, sous la dictature de Kadhafi aura été à l'abri des fléaux de l'aide humanitaire, du manque de soins médicaux, de l'analphabétisme et de l'exil, va dorénavant y goûter. Je ne crois pas qu'il y aurait pire scénario, pour justifier la folie. Peu de gens acceptent de verser le sang des autres et le leur, en sacrifice pour un idéal ou un intérêt collectif. Bien des gens par contre, n'accepteront de sacrifice d'un proche. Et ces gens constituent la majorité. Pourquoi l'option des sacrifices passe-t-elle en priorité ? Pourquoi n'avoir pas dialogué avec Kadhafi, l'énergumène qui renonçait au nucléaire sans y être forcé ?

Il y avait risque d'étouffement de vent des changements politiques à Benghazi, me dit-on. Mais si on se trouvait par malheur dans la région, on aurait demandé d'être évacué avant la tempête. Comme le sang à verser n'a pas de nom, que le spectacle commence! Ainsi Kadhafi est tué, avec des milliers d'autres proches ou non de son pouvoir. Et le vent pourra continuer son déferlement, sur les régions ressources. Car, il s'agit bien de l'enjeu du repositionnement des astres stratégiques. Aux enfers vieux et exécrable Kadhafi, et avec lui sa folie de vouloir vendre aux mieux offrant les ressources de l'Afrique, la Chine et les pays émergents d'Amérique latine, disait-il au sommet UE-UA l'an dernier.

Voici donc que nous sommes en campagne de destruction, à sens unique. Certains parlent de guerre, mais il n'y a pas de guerre. Nous frappons sur celui qui a déclaré forfait, et nous nous en réjouissons, si nous ne l'ignorons pas. Peu de Canadiens saurons que le pays du Prix Nobel de la Paix Sr Lester B.

Pearson, participe paradoxalement aux bombardements autorisés par le club des Nations Unies. En Afrique et à l'Union Africaine, les manchots de la diplomatie sont dans la danse, et ne semblent pas voir se poindre à l'horizon proche l'horrible décadence du vieux rêve de l'indépendance. De cette façon, le cycle des rendez-vous manqués recommence, cette fois-ci celui du sage mariage des intérêts économiques, intelligemment et collectivement négociés. En occident, élus, diplomates et experts sont muets. Ils attendent que les cendres refroidissent pour écrire des chapitres d'histoire. Au nom d'une nécessaire aide à révolte populaire pour la démocratie, ils s'interdisent de questionner le recours aux armes pour promettre des urnes, ils se complaisent d'avaliser l'esprit et le mouvement de rébellion armée en vue du changement de toute évidence incertain. Entre-temps, des millions de litres de sang humain se seront mélangés au sable chaud pour laisser filtrer l'huile essentielle à l'existence d'autres humains. Tous auront raté l'occasion de réanimer et civiliser l'humanité. Une démonstration de plus que ce monde est barbare, qu'on soit pacifiste à la Villepin-Chrétien (Irak 2003) ou belliciste à la Jupé-Harper (Libye, 2011).

Encore et encore, ce sont des gens qui ne sont pas des citoyens des pays guerriers qui sont condamnés à des massacres par nos armes et celles que nous leurs faisons payer pour équiper leurs «dictateurs», et qui ne participent pas aux décisions de ces barbares bombardements. Car leur sang a bon goût dans nos chars, nos habits, nos demeures, nos cellulaires et nos assiettes, quoi qu'on pense! De plus en plus cependant, ce sang risque de sentir suffisamment mauvais pour que l'électeur sensible s'en dissocie. Si non, ce sera un retour à «l'homme des cavernes», ou à plus près de nous le nazi, et la fin du fabuleux rêve humanitaire.

Kadhafi : Requiem pour un dictateur

Kadhafi n'est pas un démocrate modèle, mais l'opération voulue par le locataire de l'Élysée contre le leader libyen ressemble quand même à une agression contre un pays souverain !



Par Mustapha Bouhaddar

Si ces frappes ont pour but la défense des droits de l'homme, les bombardements devraient alors s'étendre en bonne logique à un nombre de pays dispersés sur tous les continents, où ils ne sont pas plus respectés qu'en Libye. La liste est longue. À moins que les champs de pétrole et de gaz naturel libyens ne soient pas totalement étrangers au déclenchement de cette intervention occidentale.

Le pétrole avant tout ?

Le 19 mars dernier, quelques heures avant l'entrée en guerre, dans la salle des fêtes de l'Élysée. Sarkozy y a convié à déjeuner les dirigeants occidentaux, arabes, et le secrétaire général de l'ONU. D'après le « Canard enchaîné » du 23 mars, certains convives n'apprécient guère le spectacle qui va suivre. Plusieurs diplomates américains et européens se plaindront, et ils le font savoir, d'avoir assisté à « un show de Sarkozy qui n'était pas nécessaire et n'a eu pour résultat que de retarder le début des opérations militaires ». Ces insolents n'avaient pas compris que la guerre pouvait encore attendre, juste le temps que Sarkozy prononce son discours face aux caméras, et tire la couverture à lui. Car, une grande partie des présents l'ignorait,

le Pentagone venait d'autoriser le président français à tirer le premier. Tout comme ils ignoraient que cette même salle des fêtes avait, en décembre 2007, accueilli Kadhafi avec tous les honneurs dus à un client de la France.

Mais les Américains ont vite repris la main. Quelques heures après les raids encore limités des Rafales français, leurs navires de guerre et leurs bombardiers B2 ont lancé 122 missiles de croisière sur 22 objectifs libyens. Mieux, que pour personne ne se berce d'illusions, le Pentagone publiait, le soir même, un communiqué passé plutôt inaperçu en France : « Les forces américaines sont l'outil tranchant principal de la coalition... (...) Les États unis fournissent les moyens de commandement, de contrôle et la logistique. » Voilà qui est brutalement dit. Et, ce que ne peut avouer le Pentagone, de petits commandos US ont été infiltrés en Libye pour guider les tirs et renseigner leur état-major. Quelques militaires français et britanniques jouent d'ailleurs un rôle identique, mais pas question de le reconnaître : la résolution de l'ONU ne prévoit pas l'envoi des troupes au sol.

Comme le rapporte « Le Canard », au quai d'Orsay, certains trouvent ridicules les « exigences » de Sarkozy. « Il a voulu appeler □Harmattan□ les opérations aériennes que les Américains ont baptisées □Aube de l'Odysée□, s'amuse un collaborateur de Juppé. Et il n'a pas voulu que cette guerre soit menée par l'Otan. »

Si Sarkozy a tenté de jouer en solo, cela tient pour beaucoup aux réticences de Barack Obama. Les diplomates français en poste à Washington ou à l'ONU ont, pour l'essentiel, compris qu'« il ne voulait pas se lancer dans un troisième conflit en terre musulmane, après l'Irak et l'Afghanistan ». Selon les attachés militaires français de Washington, c'est le 17 mars que Barack Obama s'est résolu à entrer en guerre, et sous la pression de trois femmes. Au premier rang, Hillary Clinton, suivie de Susan Rice, ambassadrice à l'ONU, et Samantha Powers, du conseil national de sécurité. Alors que d'autres membres de l'équipe présidentielle se

montraient plutôt réticents, ces trois femmes d'influence ont affirmé au Président que plusieurs pays arabes allaient s'engager aux côtés des États-Unis. Argument plutôt bidon, comme chacun l'a vu. Le 17 mars les conditions posées par Obama à l'engagement américain ont été aussitôt connues. Et d'une : pas de troupes sur le sol libyen. Et de deux : tout doit être sous le contrôle des chefs militaires US. Et de trois : une campagne aérienne de quelques jours et pas quelques semaines. Ensuite, les États-Unis devront vite passer la main aux Européens. C'est aujourd'hui l'objectif du Pentagone. Depuis la décision prise par Obama et les premiers bombardements, la Ligue arabe a retiré son soutien à la coalition, et l'Union africaine a aussi désavoué ces opérations menées pour renverser Kadhafi. Et même les États en guerre se déchirent. Britanniques, Italiens, Danois et autres Européens veulent combattre sous l'autorité de l'Otan. Mais au début de cette semaine, Sarkozy ne voulait pas s'y résoudre.

On apprend aussi par d'autres sources que bien avant les contre-attaques victorieuses de l'armée libyenne, il aurait été possible de livrer des armes aux insurgés et de dépêcher quelques instructeurs pour leur enseigner l'art et la manière de s'en servir. Au Pentagone et à l'Otan, plusieurs projets de livraisons gracieuses avaient été envisagés (roquettes, anti-chars, missiles antiaériens, etc). Puis plus rien. Explication avancée à Washington, mais peu crédible : l'Arabie Saoudite a refusé de servir de « base arrière » à ces transferts d'armes, car elle n'a pas pardonné à Obama d'avoir lâché Moubarak. Voilà deux semaines, mais un peu tard, Paris a fait un effort. Le service « action » de la DGSE a discrètement livré à Benghazi des canons, des batteries anti-aériennes, et quelques instructeurs sont depuis à l'œuvre.

Le 23 mars les républicains ne laissent pas un instant de répit à Obama. Tous les moyens sont bons pour affaiblir le

Lire la suite, page 26

Kadhafi : Requiem pour un dictateur

Le printemps arabe...

chef de la Maison-Blanche, et le conflit libyen ne fait pas exception à la règle. L'opposition américaine, qui contrôle désormais la Chambre des représentants, reproche principalement au président démocrate un manque de consultation sur l'intervention américaine. Un membre du congrès allant jusqu'à déclarer que cette dernière est « illégitime ». L'absence de vision à long terme est pointée. « Il faut un plan pour l'après – Kadhafi », a réclamé Richard Lugar, un influent sénateur républicain. « Qui en aura la charge ? Qui payera ? Il n'a exprimé que de vagues promesses » souligne-t-il.

Face à la déferlante des critiques, Barack Obama se défend en invoquant la résolution de l'ONU. Il insiste aussi sur le rôle « mesuré » des forces américaines, et il a donné hier son accord, avec la France et la Grande-Bretagne, pour que l'OTAN joue un « rôle clef » dans le commandement des opérations. Obama peut également compter sur des soutiens de poids comme John Kerry.

L'ex-candidat à la présidentielle a déclaré que les États-Unis oeuvraient en Libye afin « d'empêcher un massacre d'innocents ». L'issue de ce conflit est primordiale pour Obama. Il ne pourra, en cas d'échec, rejeter la faute sur son prédécesseur, qui avait initié les impopulaires opérations afghanes et irakiennes. À l'inverse, un succès rapide ainsi qu'une transition politique réussie lui rapporteraient des points. En attendant, ces passes d'armes intéressent peu l'opinion publique, plus préoccupée par les chiffres du chômage que par le sort de Kadhafi. Elle pourrait en revanche être plus sensible au sort de ses soldats.

Kadhafi ne s'avoue pas vaincu !

Pendant ce temps là, le colonel Kadhafi ne désarme pas. Malgré les bombardements de la coalition internationale, le leader libyen a une nouvelle fois affiché, lors d'une intervention télévisée mardi soir, sa détermination. « À court terme, nous les battons, à long terme, nous les battons » a-t-il lancé depuis sa caserne de Bab el-Aziza, à Tripoli. Sur le terrain, ses troupes ont été bombardées le 23 mars par la coalition à Misrata. Mais elles tenaient toujours Ajdabiyah. La victoire est ainsi loin d'être acquise pour les re-

belles. « Les insurgés ne constituent pas une armée, analyse Pierre Vermeren, spécialiste du Maghreb. Leur victoire dépendra de leur capacité à s'organiser. » Alors qu'ils ont annoncé avoir perdu huit mille hommes depuis le début de l'insurrection, ils placent tous leurs espoirs dans les frappes de la coalition internationale. Le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, a toutefois estimé hier qu'il n'était « pas question de s'enliser, ce sera une opération de courte durée. »

Il a également précisé que l'Otan n'exercera pas « le pilotage politique » de la coalition, même si l'organisation prendra désormais part aux opérations. « L'Otan interviendra comme l'outil de planification et de conduite opérationnelle des interventions » pour faire respecter la zone d'interdiction aérienne, a-t-il expliqué. Avant d'indiquer que la première réunion du groupe de contact sur la Libye réunissant États-Unis, France, Grande-Bretagne et pays participants aux opérations se réunira mardi à Londres.

Comme le rapporte le quotidien français « Le Monde » du 25 mars, l'ONU a pondu un rapport sur l'engagement de la coalition. Un compte rendu sans surprise. « Les autorités libyennes ont de façon répétée affirmé qu'elles ont mis en place un cessez-le-feu, nous ne voyons aucune

preuve que c'est le cas. Au contraire des affrontements violents ont continué », a souligné le chef de l'ONU, de retour d'une visite en Égypte et en Tunisie. « À aucun moment, le gouvernement libyen n'a pris de mesures pour remplir ses obligations inscrites dans la résolution 1973 adoptée le 17 mars », a-t-il déploré, avant d'avertir Tripoli : si la Libye n'obtempère pas, « le Conseil de sécurité pourrait être prêt à prendre des mesures additionnelles. »

Non seulement les forces libyennes continuent de tirer sur la population civile dans plusieurs villes du pays, mais les violations des droits de l'homme se poursuivent. L'accès humanitaire entravé sur la quasi-totalité du territoire libyen, provoque chez Ban Ki-moon « de sérieuses inquiétudes sur la protection des civils. »

Selon les Nations unies, plus de 335000 personnes ont fui la Libye depuis le début de la crise et 90000 réfugiés sont actuellement retenus le long des frontières avec la Tunisie et l'Égypte. L'ONU et les autorités libyennes, ajoute le secrétaire général, font, sur la situation humanitaire des analyses « très différentes ». Aucun accord n'a pu être trouvé sur l'envoi éventuel d'une mission d'évaluation des besoins. « Compte tenu de la nature critique de la situation sur le terrain, il est impératif que nous continuions d'agir

Kadhafi : Requiem pour un dictateur

Suite de la page 26

Le printemps arabe...

avec rapidité et de manière décisive », a-t-il insisté face aux quinze pays membres, dont cinq d'entre eux opposés à toute intervention militaire, s'étaient abstenus de voter la résolution de 1973.

La réunion à huis clos a été l'occasion pour plusieurs pays, dont la Russie et la Chine, d'exprimer leurs inquiétudes quant aux risques de dommages collatéraux des frappes aériennes de la coalition. « Un seul missile tombe demain sur une école libyenne, et c'est la fin de la légitimité de cette intervention », a fait remarquer un diplomate à l'issue des consultations. Peu avant, Ban Ki-moon avait rappelé aux pays coalisés leurs responsabilités « afin d'éviter de faire des victimes civiles et des dommages collatéraux ».

Aucun pays membre s'opposant au recours à la force n'a réclamé l'arrêt des frappes. « Ce n'était pas une réunion conflictuelle », a assuré l'ambassadeur français auprès de l'ONU, Gérard Arnaud, avant de préciser toutefois que « beaucoup de pays membres ont insisté sur le besoin d'une solution politique ». La réunion de l'Union africaine (UA) sur la Libye, prévue vendredi à Addis-Abeba et à laquelle ont été invités des représentants du colonel Kadhafi et la rébellion libyenne, devait être très suivie à New York.

Pour les Français, ces premières consultations du Conseil de sécurité sur l'engagement de la coalition ont permis de mettre en avant son bien-fondé. Face à la presse, M.Arnaud a ainsi qualifié l'intervention en Libye de « double succès ». Un massacre a été « évité » à Benghazi et « la zone d'exclusion aérienne a été mise en place », a-t-il dit. Reste que le cessez-le-feu immédiat exigé par la résolution de l'ONU n'a jamais été respecté par les autorités libyennes. « Nous voulons des actes. Le colonel Kadhafi doit accepter un cessez-le-feu immédiat », a martelé Gérard Arnaud.

Pourtant à Berlin, la question libyenne divise la classe politique allemande. En effet, une semaine après son abstention à l'ONU sur la résolution approuvant une intervention aérienne en Libye, l'Allemagne continue à mener une diplomatie d'équilibriste vis-à-vis de ses alliés occidentaux. Mouammar Kadhafi doit partir, mais le recours à la force

n'est pas la solution, ce qu'il faut c'est aggraver les sanctions économiques contre la Libye (gel des importations du pétrole libyen, notamment). Telle est, en substance, la position défendue par Angela Merkel, jeudi 24 mars, devant le Bundestag. Pour marquer sa détermination à ne pas utiliser la force contre le dictateur libyen, l'Allemagne a retiré ses quatre bateaux qui patrouillaient en Méditerranée dans le cadre de l'OTAN chargé de vérifier qu'aucune arme n'est livrée par mer à la Libye. L'application de cet embargo peut se traduire par un recours à la force. « L'Allemagne n'y participera pas », a indiqué un porte-parole du ministère de la défense. Mais, signe du trouble au sein de la coalition au pouvoir à Berlin, le ministre de la défense, Thomas de Maizière aurait, en privé donné une autre justification, mercredi, devant les parlementaire de la CDU. Selon lui, le blocus maritime est inefficace, car les armes et les mercenaires étrangers arrivent par voie terrestre.

Dans le quotidien Tagespiegel de vendredi, Ottfried Nassauer, du centre d'information pour la sécurité transatlantique, juge que « le blocus maritime a une importance politique ». Selon lui, « il permet à des pays qui ne veulent pas participer à la zone d'exclusion aérienne, comme la Turquie, de participer malgré tout à l'engagement contre la Libye ».

L'Allemagne préfère augmenter sa contribution en Afghanistan. Vendredi, le Bundestag devait se prononcer sur l'envoi de 300 militaires en Afghanistan chargés de participer aux missions de surveillance réalisées par les avions Awacs.

Dans le Tagespiegel du 25 mars, Sigmar Gabriel, président du Parti radical démocrate, juge l'engagement de l'OTAN « mal préparé et chaotique ». Il estime qu'il n'y a pas d'association réelle des voisins arabes, pas de direction et pas de structure claire. Pour lui, les trois principaux responsables s'appellent Angela Merkel, Guido Westerwelle et Nicolas Sarkozy.

Comment en finir avec Kadhafi ?

En premier lieu, l'espoir d'une implosion du régime libyen. Et sur ce point, Was-

hington et Paris sont à la manœuvre avec la volonté à peine dissimulée d'en saper les fondations. La présidence française a encouragé ouvertement les dirigeants libyens à faire défection et à rejoindre le Conseil national de transition, brandissant la menace de poursuites devant la Cour pénale internationale.

La meilleure solution serait qu'une partie de l'armée de Kadhafi se retourne contre lui, observe un analyste, tandis qu'un autre rappelle la formule de Churchill : « si Hitler envahissait l'enfer, je ferais alliance avec le diable », pour ensuite contraindre Kadhafi à négocier son départ. Autre option : armer la rébellion. « C'est ce que les Américains ou la DGSE (renseignements extérieurs français) ont fait en Afghanistan du temps de l'occupation soviétique, le genre de choses que l'on fait sans le dire mais qui est toujours risqué », observe-t-il. D'autant plus que les insurgés libyens n'ont pour la plupart aucune expérience militaire et que des islamistes pourraient récupérer une partie de la manne.

L'envoi de forces spéciales au sol ?

« A moins de disposer de Libyens dans leurs rangs, elles seraient visibles comme le nez au milieu de la figure ». Seuls les services de renseignement disposent de « gens capables de se fondre dans la population pour conduire des opérations clandestines ». Mais, la plupart de ces hypothèses souffrent d'un grave défaut. Elles sortent totalement des rails de la résolution 1973 qui ne donne aucun mandat aux forces de la coalition pour faire tomber Kadhafi.

En ce moment, tous les regards sont rivés sur Kadhafi. Il paraît qu'il n'avait pas supporté les images de Saddam à l'époque, quand les américains l'ont sorti de sa cachette, et l'ont pendu quelques mois après. En France, tout le monde veut connaître le secret qu'il dit détenir sur Sarkozy. Est-ce une info ou une intox ? On ne saura jamais la vérité. Car, si Kadhafi est battu, ce qui est fort probable, il préférera se tirer une balle dans la tête, que de finir comme Saddam.

Mustapha Bouhaddar